



**AUTORISATION D'OUVERTURE D'UN DÉBIT DE BOISSON TEMPORAIRE LE  
SAMEDI 6 JUIN 2026 – BASE DE KAYAK RUE DE LA MOSELLE BOUSSE**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment, ses articles L.2542-1 et suivants,

Vu le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L.3334-1,

Vu la demande d'autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire présentée par Monsieur TAMBURINI Florent, président du Canoé Kayak Bousse-Hagondange le samedi 6 juin 2026 de 14h à 00h à la base de Kayak rue de la Moselle à Bousse, à l'occasion des Olympiades de kayak,

Considérant que cette manifestation correspond à la définition prévue à l'article L.3334-2 alinéa 1 du Code de la Santé Publique (foire, vente ou fête publique ...),

Considérant que la demande constitue la 1<sup>ère</sup> de l'année en cours,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Monsieur TAMBURINI Florent, Président du canoé kayak, est autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire le samedi 6 juin 2026 de 14h à 00h à la base de kayak à Bousse, à l'occasion de ses olympiades.

**ARTICLE 2** : Toute la réglementation concernant les débits de boissons devra être respectée et en particulier l'interdiction de vente d'alcool aux mineurs de moins de seize ans. À partir de 16 ans, les mineurs doivent être accompagnés d'une personne majeure.

**ARTICLE 3** : Les boissons mises en vente sont limitées à celles comprises dans les groupes suivants :

- **Groupe 1** : boissons sans alcool : eaux minérales ou gazéifiées, jus de fruits ou légumes non fermentés, limonades, infusions, lait, café, thé, chocolat, etc.
- **Groupe 3** : boissons alcoolisées suivantes : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, vins doux naturels, crèmes de cassis, jus de fruits ou de légumes fermentés.

**ARTICLE 4** : Toute infraction à la réglementation applicable en matière de débits de boissons sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements.

.../...

**ARTICLE 5** : Le Maire certifie le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 6** : Le présent arrêté est établi en trois exemplaires, destinés à la Mairie, au bénéficiaire et à la Gendarmerie.

Fait à Bousse, le 5 mai 2026.

Pierre KOWALCZYK,  
Maire

